



Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

Toyota et Macron font leur pub

Toyota va investir 300 millions d'euros et créer 700 CDI sur le site nordiste d'Onnaing, voici l'annonce faite ce lundi par le directeur du site Emmanuel Macron.

La CGT est toujours satisfaite lorsqu'un site de production évoque des embauches et des investissements, d'autant plus que l'investissement et l'emploi sont parmi les plus grandes préoccupations des salariés.

Pour autant, nous sommes choqués par les propos du président lorsqu'il dit « investir 300 millions et créer 700 CDI ici, c'est parce que vous êtes bons ».

Cela veut-il dire que les autres salariés victimes de plans sociaux, souvent issus de stratégies financières à court terme pour une rentabilité immédiate, ne sont pas de bons employés ?

EFFET D'ANNONCE, AVONS-NOUS DES GARANTIES ?

Si la direction de Toyota et le président Macron ont voulu donner l'impression de livrer un scoop, cela fait des mois que l'on sait que le site de Toyota va accroître sa production et embaucher.

Pour être précis, sur les 700 embauches, il n'y en aurait que 300 d'ici 2019 et 400 après 2019, mais malgré l'effet d'annonce, nous n'en n'avons aucune garantie.

Dans toutes les usines, il y a régulièrement des investissements engagés pour transformer les lignes de production à chaque nouveau véhicule et si ce que fait Toyota est bien, cela n'est pas exceptionnel.

LA REGION A DONNE 11 MILLIONS D'EUROS

La région se félicite d'un tel projet et d'ailleurs le soutient à hauteur de 11 millions d'euros. Et oui, 11 millions d'argent public.

Doit-on se féliciter qu'une telle aide soit allouée à une entreprise qui se porte plutôt bien, alors que d'autres entreprises qui traversent des périodes difficiles sont oubliées ?

Nous apportons notre soutien aux délégués de Toyota qui allaient prendre leur poste d'après-midi, ils ont été interdits d'entrée dans l'usine. Ceux de l'équipe du matin interdits de rentrer chez eux après le travail. Tous ont été regroupés et retenus, encerclés par des CRS pendant trois heures.

De telles pratiques sont tout simplement inadmissibles.

Pour Macron et la direction de l'usine, il fallait rendre invisible toute contestation.

Montreuil, le 24 janvier 2018